

STEPHANIE DE MAGALHAES

Département de L'Indre

Document généré le mercredi 03 septembre 2025 à 09:28

Verification de l'avis :
AUCUNE ANOMALIE RELEVÉE *

Diffusion Internet	Version Transmis	Publication	Visites	Retraits	Dépôts
web + alerte	Intégrale		0	0 / 0	0 / 0

Diffusion Presse	Version Transmis	Publication	Etat	Identifiant	N° Annonce
BOAMP	Intégrale				

Service : CP

Classification CPV :

Principale : 45262620 - Murs de soutènement

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

DÉPARTEMENT DE L'INDRE

Marc FLEURET - Président du Conseil départemental
Place de la Victoire et des Alliés
SMGP
BP 20639 - 36020 CHATEAUROUX CEDEX
Tél : 02 54 08 37 63
SIRET 22360001600016

 [Correspondre avec l'Acheteur](#)



L'avis implique un marché public.

Groupement de commandes : Non

Objet RD 50 PR 21+100 - REHABILITATION D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT
COMMUNE DE MERIGNY
2EME CONSULTATION

Référence PA2025154

Type de marché Travaux

Mode Procédure adaptée ouverte

Technique d'achat Sans objet

Lieu d'exécution principal INDRE
36220 MERIGNY

Durée 3 mois

Description

- terrassements en déblais (évacués à la décharge) : 165 m3
- murs poids béton C25/30 : 18 m3
- pose de maçonneries neuves : 9 m3
- dalle de dessus du mur de soutènement : 2 m3
- béton bitumineux semi grenu 0/10 (EB 10 roul 35/50) : 28 T

le délai d'exécution des travaux est fixé à 3 mois, dont 30 jours de période de préparation

Code CPV principal 45262620 - Murs de soutènement

Forme Prestation divisée en lots : Non
Les variantes sont exigées : Non

Conditions de participation

Autres exigences économiques ou financières : - Lettre de candidature à signer - Déclaration du candidat DC2 - Liste des moyens en personnel et techniques, références de prestations similaires de moins de 5 ans. - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

Marché réservé : Non

Réduction du nombre de candidats : Non
La consultation comporte des tranches : Non
Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation
Le Directeur Général Adjoint des R.T.P.E.

Christophe COURTEMANCHE

	Visite obligatoire : Non
Critères d'attribution	Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération 75 % : Prix 25 % : Valeur technique
Renseignements	<u>Correspondre avec l'Acheteur administratifs</u> Servic des marchés Tél : 02 54 08 37 54
Documents	<ul style="list-style-type: none"> • Règlement de consultation • Dossier de Consultation des Entreprises <p>L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : Oui</p>
Offres	Remise des offres le 29/09/25 à 17h00 au plus tard. Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.
Dépôt	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Déposer un Pli dématérialisé</u> <p>Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite</p>

Renseignements complémentaires

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.

Pour obtenir des informations complémentaires, les candidats devront faire une demande écrite via la plateforme

Point de contact (copie de sauvegarde, problèmes d'accès...) :
DGARTPE : tél : 02 54 08 37 52-54-55-56

Financement sur les crédits inscrits aux budgets départementaux.

Paiement par virement administratif dans un délai maximum de 30 jours après réception de la facture par la collectivité ou son représentant.

Groupement solidaire ou conjoint.

Dans ce dernier cas, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Limoges, 2 cours Bugeaud CS 40410 87011 Limoges cédex

Tél : +33 555339155 télécopieur : +33 555339160

adresse mail : greffe.ta-limoges@juradm.fr

SIRET : 17870005000010

Introduction des recours

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

Référé pré-contractuel avant la signature du marché (article L551-1 du code de justice administrative français)

Référé contractuel jusqu'au 31ème jour suivant la publication de l'avis d'attribution (R 551-7 du Code de Justice Administrative)

Référé suspension dans les deux mois à compter de leur publication contre les actes détachables du contrat (article L. 521-1 du Code de justice administrative).

Recours pour excès de pouvoir dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision administrative concernée (article R.421-1 du Code de justice administrative).

Recours de plein contentieux dans les deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ; dès la signature du contrat, le concurrent évincé n'est plus recevable à déposer un recours pour excès de pouvoir

Recours indemnitaire après demande préalable au pouvoir adjudicateur, dans le délai de déchéance quadriennale.

Envoi le à la publication

Marches-Publics.info V9.7